

---

## **PLF 2026 : Une vingtaine d'ONG dénonce un acte de « non-assistance à enfants en danger »**

**Alors que le budget de la France vient d'être adopté, le Groupe Enfance, collectif de 16 ONG engagées pour les droits des enfants, exprime sa profonde indignation. L'annonce de nouvelles coupes à hauteur de 800 millions d'euros dans le budget de l'Aide Publique au Développement (APD) marque un recul historique de la solidarité internationale et met en péril la réalisation des droits de millions d'enfants à travers le monde.**

Par voie d'amendement au Projet de Loi de Finances (PLF) 2026, le Gouvernement de Sébastien Lecornu a porté un coup d'arrêt brutal aux engagements de la France en matière de solidarité internationale.<sup>1</sup> renforcé à la société civile, et l'annonce d'une « coupe sèche » de 100 millions d'euros venant s'ajouter aux 700 millions de coupes déjà prévus dans les programmes de développement sont une déflagration pour le secteur, dans la continuité d'un bilan déjà lourd : en 2025, la France avait en effet amputé l'APD de 2,3 milliards d'euros.

En faisant ce choix, l'exécutif sacrifie des projets essentiels pour les enfants, impactant notamment les plus vulnérables, victimes des crises et conflits, alors même que la France a fait des droits des enfants une priorité dans la mise en œuvre de sa politique de développement et d'action humanitaire, priorisation confirmée également à l'échelle européenne avec l'adoption de la stratégie de l'UE pour les droits de l'enfant. Une triste réalité qui rompt également avec la priorité à l'enfance annoncée le Président de la République lors du débat d'entre-deux tours en 2022.

### **Derrière les chiffres, des vies d'enfants menacées**

*« En sabrant les budgets de la solidarité internationale, le Gouvernement ne fait pas de simples économies comptables. Il renonce à investir dans la protection des enfants et se rend coupable de non-assistance à enfants en danger », déclare Adrien Salles, Directeur de l'ONG Asmae-Association Soeur Emmanuelle, - membre du Groupe Enfance.*

Ces coupes s'inscrivent dans un climat mondial alarmant de désengagement et ont un impact direct sur la vie de millions de filles et de garçons. Concrètement, elles signifient :

- Une éducation sacrifiée : des milliers d'enfants resteront aux portes des écoles, faute de financements pour les infrastructures et les enseignants.
- Une protection affaiblie : l'arrêt programmé des projets de lutte contre le travail des enfants, les mariages précoces et forcés et les violences sexuelles.
- Une santé en péril : des ruptures massives dans les chaînes de vaccination et de nutrition dans les zones les plus précaires.

### **Notre appel : sanctuariser l'avenir**

Pour l'ensemble des ONG membres du Groupe Enfance - dont les actions sur la seule année 2024 ont permis d'[accompagner plus de 3 millions d'enfants](#) - l'annonce de ces nouvelles coupes constitue une faute majeure aux conséquences directes.

**Aussi, le Groupe Enfance exhorte le Gouvernement à revenir immédiatement sur ces coupes qui menacent directement la vie des enfants dans le monde, ainsi que l'action des OSC qui luttent tous les jours pour la réalisation de leurs droits fondamentaux. A défaut, il doit s'engager à maintenir intégralement les financements dédiés aux projets en soutien aux enfants et à la réalisation de leurs droits.**

On ne construit pas le monde de demain en sacrifiant les enfants d'aujourd'hui.

---

<sup>1</sup> 100 millions d'euros en autorisation d'engagements et 65 millions en crédit de paiement